Conseil d'Etat
LEGISLATION
Raad van State
WETGEVING
18 MRT 1955
- 1 -
Bureau
Coordination

ML. L. 4579/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 30 décembre 1954, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant péréquation des pensions de retraite et de survie", et, le 31 janvier 1955, sur des amendements à ce projet, a donné le 14 février 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e December 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende perekwatie van de rust-en overlevingspensioenen", en de 31e Januari 1955 over amendementen op dit ontwerp, heeft de 14e Februari 1955 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet tend notamment à opérer une nouvelle péréquation des pensions. Il procède en partie par voie de modifications textuelles à la loi du 14 juillet 1951, et par voie de dispositions autonomes. Il reprend enfin, en y apportant certaines modifications, les règles établies par la loi du 12 mars 1923 permettant aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines de compter le temps de leurs services à la Colonie, tout en omettant les dispositions restrictives qu'y avait introduites l'arrêté royal H du 31 mai 1933.

La matière des pensions étant devenue d'une complexité telle que les intéressés ne peuvent plus guère se retrouver dans la masse innombrable des textes qui la régissent, il est hautement souhaitable que cette matière soit entièrement refondue ou, qu'à tout le moins, les textes en vigueur fassent l'objet d'une coordination générale.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Le Conseil d'Etat propose un intitulé qui couvre plus complètement la matière contenue dans le projet.

Quant à la présentation générale du projet, il propose, par souci de clarté, de répartir les dispositions entre cinq chapitres, groupant respectivement les modifications apportées à la loi du 14 juillet 1951, les modifications apportées à d'autres lois, les dispositions relatives à la supputation des services coloniaux pour le calcul des pensions métropolitaines, d'autres dispositions nouvelles et, enfin, les dispositions communes, transitoires et abrogatoires.

.../...

ARTICLE 1er DU PROJET.

Article 1er, § 1er, nouveau, de la loi du 14 juillet 1951.

Le projet remplace les mots "fonctionnaires et employés" qui figuraient dans la loi de 1951 par les mots "membres du personnel civil et judiciaire des services de l'Etat".

La loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques étant toujours en vigueur, il vaut mieux maintenir une terminologie conforme à cette loi, en y apportant une précision relative au personnel judiciaire.

Les mots "aux membres du personnel civil et judiciaire des services de l'Etat" devraient être remplacés, en conséquence, par les mots : "aux fonctionnaires et employés des administrations de l'Etat, en ce compris le personnel judiciaire".

Les précisions apportées par le § 1er nouveau ayant, d'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat par les délégués du Gouvernement, un caractère interprétatif, il y aurait lieu d'indiquer expressément ce caractère dans l'exposé des motifs, afin de régulariser les applications qui ont été faites de la loi de 1951 en son texte actuel.

Article 2, § 2, nouveau, de la loi du 14 juillet 1951.

(première partie)

L'article 1er du projet modifie l'article 2 de la loi du 14 juillet 1951 en y insérant un paragraphe 2 qui a trait, dans sa première partie, à l'assimilation de grade des membres du cadre subalterne de la gendarmerie, pour la fixation du montant de leur pension.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de remplacer définitivement l'article 57 des lois coordonnées sur les pensions militaires, sous réserve de la modification qui y fut apportée par l'article 5, 9°, de la loi du 29 juillet 1926, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de rédiger cette disposition sous forme d'un nouvel article 57 de ces lois coordonnées et de l'insérer dans le chapitre II.

Cette disposition du projet prévoit que les sous-officiers de gendarmerie sont assimilés au grade d'adjudant de 2ème classe. Ce grade n'existe pas dans la législation actuelle. La loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers prévoit en son article 12 le grade d'adjudant et ajoute que ce grade "comporte un certain nombre d'adjudants de première classe déterminé par arrêté royal".

L'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, a prévu une différence de traitement entre les adjudants et les adjudants de 1ère classe ; cette différence ne nécessite pas que le législateur modifie l'appellation d'un grade dans une loi ayant trait aux pensions alors que l'ancienne appellation est maintenue dans la loi organique.

Article 2, § 2, nouveau, de la loi du 14 juillet 1951.
(deuxième partie)

La seconde partie du § 2 inséré dans l'article 2 de la loi du 14 juillet 1951 a trait à l'assimilation à des grades militaires, pour l'établissement de leur pension, des musiciens militaires du 1er régiment des guides ainsi que des ouvriers et artisans militaires.

.../...

Les lois coordonnées sur les pensions militaires ont donné au Roi le pouvoir de fixer ces assimilations de grades, par leur article 2, A, 3°, b, tel qu'il a été remplacé par l'article 1er de la loi du 30 juin 1947.

Pour la première fois depuis la mise en vigueur de ces lois coordonnées, ce serait la loi elle-même qui réglerait partiellement ces questions.

Le projet déroge ainsi implicitement à une disposition expresse des lois coordonnées sur les pensions militaires. Il n'enlève pas au Roi tout le pouvoir que ces lois lui avaient accordé en ce qui concerne la fixation des grades auxquels sont assimilés certains militaires pour l'établissement de leur pension, mais il modifie les dispositions que le Roi a prises à ce sujet; ce faisant, il limite les pouvoirs que les lois avaient accordés à l'exécutif.

La disposition examinée pourrait donc être prise par le Roi sans l'intervention du législateur, par simple modification à l'arrêté royal du 14 juillet 1951 qui a été pris pour exécuter l'article 2, A, 3°,b, des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Cette façon de procéder s'indique d'autant plus que la disposition examinée ne fait que régler de simples détails.

Si le législateur s'occupait de ces questions, qui sont nées à raison des modifications apportées au statut pécuniaire des militaires appointés, il aurait à l'avenir à intervenir chaque fois que le Roi, fixant, en vertu de ses pouvoirs constitutionnels, les traitements des militaires, apportera des modifications pour le calcul des traitements des sous-officiers.

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu d'omettre dans le projet la disposition précitée. Il serait préférable, en effet, que cette disposition soit prise par le Roi.

Article 2, § 3, nouveau, de la loi du 14 juillet 1951.

Le projet insère dans l'article 2 de la loi du 14 juillet 1951 un § 3 dont l'objet est de remplacer l'alinéa 1er de l'article 29 des lois coordonnées sur les pensions militaires modifiées par la loi du 26 mai 1948.

Le texte du projet devrait, dès lors, figurer dans le chapitre II.

Article 2, § 4, nouveau, de la loi du 14 juillet 1951.

Le projet insère dans l'article 2 de la loi du 14 juillet 1951 un § 4 dont l'objet est de compléter l'article 58 des lois coordonnées sur les pensions militaires, modifié par la loi du 26 mai 1948.

Le texte du projet devrait dès lors figurer dans le chapitre II.

Comme cette disposition entend viser non seulement les adjudants de 1ère classe de la force terrestre et de la force aérienne, mais également les premiers maîtres chefs de 1ère classe de la force navale, le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de cette intention.

.../...

Article 3, § 3, 1°, nouveau, de la loi du 14 juillet 1951.

L'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées a prévu, pour la première fois, en faveur de l'adjudant de 1ère classe, un traitement supérieur à celui de l'adjudant.

Le § 3, 1°, inséré par le projet dans l'article 3 de la loi du 14 juillet 1951, a comme objet de fixer la pension des adjudants pensionnés avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 9 avril 1952, en tenant compte de la différence de traitement que cet arrêté a créée.

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition déroge à la règle inscrite dans l'article 28 des lois coordonnées sur les pensions militaires, aux termes de laquelle "la pension d'ancienneté se règle sur le grade dont le militaire est titulaire"; elle prévoit, en effet, que si un adjudant a été en activité dans le grade d'adjudant durant au moins dix années, sa pension sera réglée sur la base du traitement afférent au grade d'adjudant de 1ère classe, qu'il ait été promu ou non à ce grade.

Le Conseil d'Etat est d'avis que, dérogeant à un principe général inscrit dans les lois coordonnées sur les pensions militaires, cette disposition du projet devrait être insérée dans ces lois coordonnées; il propose de la faire figurer dans le chapitre II, sous la forme d'une disposition complétant l'article 28 des lois précitées.

Article 3, § 3, 2°, nouveau, de la loi du 14 juillet 1951.

Cette disposition peut être omise comme inutile. En effet, les arrêtés royaux du 9 avril 1952 prévoient que les allocations spéciales visées par ces arrêtés (articles 22 et 23) sont des majorations de traitement.

.../...

Article 3, § 3, 3°, alinéa ler, nouveau de la loi du 14 juillet 1951.

Cette disposition qui prévoit que la pension militaire d'ancienneté du capitaine, pensionné pendant la durée de la suppression de la subdivision de ce grade, sera réglée sur base du traitement afférent au grade de capitaine-commandant s'il a effectué dans le grade de capitaine un certain nombre d'années de service, déroge également au principe inscrit dans l'article 28 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Le Conseil d'Etat propose de faire figurer cette disposition dans le chapitre II sous la forme d'une disposition complétant cet article 28.

Etant donné que l'arrêté royal du 8 avril 1922 n'est entré en vigueur que le ler mai 1922, c'est cette dernière date qui doit figurer dans le texte proposé.

Article 3, § 3, 3°, alinéa 2, nouveau de la loi du 14 juillet 1951.

Le Conseil d'Etat propose de faire figurer cette disposition dans le chapitre IV.

Article 3, § 3, 4°, nouveau de la loi du 14 juillet 1951.

Le Conseil d'Etat propose de faire figurer cette disposition dans le chapitre II sous la forme d'une disposition complétant l'article 28 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Le Conseil d'Etat propose de modifier légèrement la rédaction du texte afin de faire disparaître une discordance entre ce texte et l'article 21 de la loi du 27 juillet 1934, auquel la disposition se réfère. En effet, cet article exige des sous-officiers, pour qu'ils puissent

...

bénéficier de la disposition transitoire prévue par la loi de 1934, qu'ils soient ou bien sous-officiers d'élite au moment de la publication de cette loi, ou bien anciens combattants de la campagne 1914-1918 revêtus du grade de sergent ou de maréchal des logis au moment de la publication de la même loi.

Or, la disposition du projet exige une de ces qualités au moment de la mise à la pension.

Il suffira de préciser dans l'exposé des motifs que le nouveau texte proposé est la conséquence de la loi du 27 juillet 1934.

Article 3, § 4, nouveau de la loi du 14 juillet 1951.

Ce texte devrait être inséré dans la loi de 1951 sous forme d'un article 4 bis.

Le Conseil d'Etat propose, pour le dernier alinéa du § 4, une rédaction qui traduit plus clairement les intentions du Gouvernement.

Ce dernier alinéa appelle l'observation suivante.

Aux termes de la loi du 30 juin 1951 relative au traitement des instituteurs, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales, les communes ne peuvent accorder des suppléments facultatifs de traitement que dans les cas et les limites prévus par l'article 6 de cette loi. Compte tenu de la législation précitée, c'est dans ces seuls cas que le dernier alinéa du § 4 trouvera son application.

D'autre part, cet alinéa, tel qu'il est rédigé, ne paraît viser que les instituteurs, c'est-à-dire le personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes des communes, pour lequel l'Etat alloue des subsides-traitements.

.....

Or, tout comme la loi organique de l'enseignement primaire, la loi du 23 juillet 1952 organique de l'enseignement normal et la loi du 29 juillet 1953 organique de l'enseignement technique prévoient que l'Etat prend à sa charge, sous forme de subsides-traitements, la rémunération des membres du personnel enseignant des écoles normales et techniques. Ni la loi organique de l'enseignement normal ou technique, ni aucune autre loi ne défendent à la commune d'allouer aux membres de ce personnel enseignant des traitements supérieurs aux subsides-traitements que l'Etat lui alloue pour ce personnel.

Dans ces conditions, le projet devrait éventuellement préciser dans un texte amendé si le dernier alinéa du § 4 doit s'appliquer non seulement dans les cas prévus par l'article 6 de la loi du 30 juin 1951, mais également dans les autres cas rappelés ci-dessus où la commune accorderait bénévolement aux membres de son personnel enseignant des traitements supérieurs aux subsides-traitements.

Article 4 nouveau (deux premiers alinéas) de la loi du 14 juillet 1951.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui traduit plus adéquatement les intentions du Gouvernement.

Alinéa final de l'article 1er du projet.

Cette disposition devrait être dédoublée. En tant qu'elle modifie l'article 8, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951, elle devrait figurer au chapitre II, sous la forme d'une modification de l'article 13 de la loi du 21 juillet 1844. En tant qu'elle modifie l'article 8, § 2, de la loi de 1951, elle devrait figurer au même chapitre, sous la forme d'une modification de l'article 8 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 ou plutôt du tableau I annexé aux lois coordonnées sur les pensions militaires, modifié par l'article 5 de la loi du 30 juin 1947. En effet, la loi du 14 juillet 1951, en son article 8, § 2, a perdu de vue la modification textuelle apportée par la loi du 30 juin 1947, au

...

tableau précité.

Le dédoublement de l'alinéa final de l'article 1er du projet est facilité par l'abrogation de l'article 8, § 3, de la loi de 1951, qui se réfère aux §§ 1er et 2 (voir article 11 du projet du Gouvernement).

ARTICLE 2 DU PROJET.

L'article 2 tel que le Gouvernement l'a amendé le 31 janvier reproduit in extenso et en les réunissant, les dispositions des articles 2 et 3 de l'arrêté royal H du 31 mai 1933, après y avoir incorporé, entre autres, les modifications que le Gouvernement se proposait, dans le texte originaire du projet, d'apporter à ces dispositions quant au maximum absolu des pensions cumulées.

Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat qu'en procédant ainsi le Gouvernement n'entend nullement modifier le champ d'application de ces dispositions, déterminé clairement à la suite notamment de l'arrêt de la Cour de cassation du 20 avril 1950 (Pas. 1950, I, p. 560).

A juste titre, le Gouvernement n'insère pas l'article 2 du projet dans l'arrêté qu'il modifie. En effet, toutes les autres dispositions de cet arrêté ont disparu: les articles 1er et 7 étaient temporaires; l'article 4 a été rapporté par la loi du 27 décembre 1933; l'article 5, modifiant la loi du 12 mars 1923, est abrogé par le projet; l'article 6, qui se réfère aux articles 2 et 4, devient sans objet; l'article 8 et dernier ne porte que l'entrée en vigueur. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat propose d'abroger en entier l'arrêté H du 31 mai 1933.

L'article 2 du projet devrait figurer au chapitre IV; bien que son contenu ne soit pas entièrement nouveau, il constituera néanmoins une disposition autonome de la nouvelle loi.

ARTICLE 3 DU PROJET.

Cette disposition doit être insérée dans le chapitre IV.

ARTICLE 4 DU PROJET.

Cette disposition tend à sauvegarder les "droits acquis", en l'occurrence à empêcher que l'application de la nouvelle loi n'ait pour conséquence de réduire le montant des pensions liquidées. Pour savoir si une pension déterminée est favorisée ou défavorisée par le changement de législation, il faudra, en comparant les arrérages calculés selon l'ancien et selon le nouveau régime, faire abstraction du coefficient résultant de la mobilité de l'index.

En visant les arrérages mensuels dont bénéficient les intéressés à la date de la publication de la loi, le Gouvernement entend éviter toute réduction éventuelle, non seulement des pensions qui étaient en cours le 31 décembre 1954, mais même de celles qui seront en cours au moment où la loi sera publiée, ceci par dérogation à l'effet rétroactif au 1er janvier 1955. C'est donc à dessein et à bon droit que le projet parle de "publication" au lieu d' "entrée en vigueur".

Par la clause de non-préjudice ainsi définie, le Gouvernement n'entend pas faire obstacle, cependant, aux réductions qu'entraînerait l'application des dispositions relatives aux cumuls, rendues plus sévères par la loi nouvelle.

L'article 4 du projet, qui tempère les effets de la loi, devrait figurer au chapitre final. Le Conseil d'Etat en suggère une rédaction qui reflète mieux les intentions du Gouvernement.

ARTICLE 5 DU PROJET.

Cette disposition doit être insérée dans le chapitre IV.

Le § 1er limite, pour l'avenir, c'est-à-dire en fait pour les pensions prenant cours le 1er janvier 1955 ou

...

postérieurement, les effets des annulations de nominations prononcées par le Conseil d'Etat, sur la détermination du traitement servant de base au calcul de la pension. Si une annulation survient après la date de la mise à la retraite, elle sera sans aucun effet sur le calcul de la pension ; si elle survient pendant la période quinquennale servant de base à ce calcul, elle n'aura d'effet sur le traitement de base qu'à partir du 1er jour du mois suivant la date de l'arrêt.

Le § 2 étend ces règles aux pensions déjà en cours le 31 décembre 1954. Toutes les pensions qui ont été affectées par une annulation de nomination, seront corrigées conformément au § 1er, avant d'être revisées conformément à l'article 3, § 1er, de la loi de 1951, tel qu'il est modifié par le projet. Mais il est entendu que cette correction n'entraînera de rappel d'arrérages que pour la période postérieure au 31 décembre 1954.

Le § 3 prévoit les retenues à faire sur les rémunérations d'un agent dont la nomination a été annulée. Ces retenues sont la conséquence logique du régime prévu par les §§ 1er et 2.

Telle est, selon les explications données par les fonctionnaires délégués, la portée de l'article 5. Le Conseil d'Etat en modifie légèrement la rédaction, afin de mieux traduire ces intentions.

ARTICLE 5 BIS DU PROJET.

Cet article reprend, en les amendant, les dispositions de la loi du 12 mars 1923.

Le texte de la disposition proposée devrait figurer dans le chapitre III et être subdivisé en plusieurs articles.

.../...

ARTICLE 6 DU PROJET.

Le § ler, 1°, peut être omis comme manifestement inutile. L'alinéa final du § ler est également inutile, parce qu'il va de soi que c'est le budget des pensions civiles qui supporte la charge de la majoration.

Quant au § 2, 2°, il entre dans les intentions du Gouvernement de l'appliquer aux pensions en cours, sans rappel d'arrérages. Le projet devrait être complété à cet effet par une disposition expresse, qui pourrait être jointe dans le chapitre IV, à la disposition provenant de l'article 3, § 3, 3°, alinéa 2, nouveau de la loi du 14 juillet 1951 (article ler du projet).

Au sujet de la forme à donner à l'article 6 du projet, modifié comme il est dit ci-dessus, il importe de noter que cet article modifie, d'une part, l'article 23, § 3, de la loi du 29 juillet 1926 et, d'autre part, l'article 11 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934, qui étend le champ d'application du paragraphe précité. Ce dernier ayant été modifié plusieurs fois, en dernier lieu par l'article 8, § 4, de la loi de 1951 elle-même, le Conseil d'Etat suggère de le réimprimer en entier et de le faire suivre d'un § 3 bis, qui reproduirait l'article 11 de l'arrêté de 1934. La disposition qui opérerait cette refonte, devrait naturellement figurer au chapitre II du projet. D'autre part, au chapitre ler, l'article 8 de la loi de 1951 pourrait être complètement abrogé.

ARTICLE 7 DU PROJET.

Cet article tend à valider, au regard des lois de pensions, les nominations faites dans certains organismes et qui ont été déclarées nulles par l'arrêté-loi du 5 mai 1944. Cette validation relative aura pour seul effet de rendre possible la prise en considération des prestations

...

fournies auprès de ces organismes. Mais la prise en considération n'aura lieu que si toutes les autres conditions exigées à cet effet, se trouvent réunies. La rédaction du projet exprime adéquatement l'intention du Gouvernement sur ce point.

L'article 7 devrait figurer au chapitre IV.

ARTICLE 8 DU PROJET.

Cette disposition doit figurer dans le chapitre II. Il importe cependant d'y apporter une précision. En effet, depuis la loi du 20 juillet 1932, le Code civil ne contient plus d'article 214 unique, mais bien des articles 214a à 214j. C'est l'article 214b qui a repris la partie de l'ancien article 214 relative à l'obligation alimentaire entre époux. Mais il y apporte deux correctifs. Alors que le mari avait seul, autrefois, le devoir de procurer le nécessaire à la femme, les deux conjoints sont tenus aujourd'hui de contribuer aux charges du ménage.

D'autre part, si l'un des conjoints vient à faillir à cette obligation, l'autre a désormais la faculté, sans devoir intenter une véritable action alimentaire, de se faire autoriser par le juge de paix à percevoir les produits du travail, les revenus et les créances de son conjoint, jusqu'au montant jugé convenable par le magistrat. Il ressort des travaux préparatoires et de la jurisprudence que la limitation imposée par l'article 45 de la loi du 21 juillet 1844 ne s'applique pas à cette autorisation, qui ne crée pas de créance entre les époux et ne peut, en conséquence, donner lieu à saisie ni à cession. Le Gouvernement n'a nullement l'intention de revenir sur cette interprétation.

...

Le recours particulier, créé par la loi de 1932, n'a nullement aboli l'ancienne action alimentaire entre époux. Aucun indice ne permet de déceler pareille intention dans les travaux préparatoires. En revanche, l'article 391 bis du Code pénal, modifié en dernier lieu par la loi du 17 janvier 1939, distingue nettement le non-paiement de la pension alimentaire entre époux et la soustraction aux effets de l'autorisation donnée au conjoint par le juge de paix des revenus, créances ou produits du travail qui sont l'objet de cette autorisation.

Il importe donc de viser, dans l'article 45 de la loi de 1844, l'article 214b du Code civil. Mais il importe aussi de consacrer le principe de la non-incidence de la première disposition précitée sur l'autorisation de justice prévue dans la seconde. Il suffirait, à cet effet, de rédiger comme suit la fin de la disposition qui fait l'objet de l'article 8 du projet : "... et d'un tiers pour les pensions alimentaires prévues aux articles 203, 205 et 214b du Code civil".

ARTICLES 9 A 12 DU PROJET.

Ces quatre dispositions doivent figurer au chapitre final : les articles 9 et 10, parce qu'ils s'appliquent à des dispositions des chapitres précédents, les articles 11 et 12 parce qu'ils contiennent les dispositions abrogatoires et fixent l'entrée en vigueur.

L'article 9 doit être rédigé d'une manière qui traduise plus adéquatement les intentions du Gouvernement. Il doit suivre l'article 10, dont il restreint temporairement les effets, de la même manière qu'il le fait pour d'autres dispositions du projet.

...

L'article 11 peut être amputé de la partie relative à la loi de 1951, qui devrait figurer au chapitre 1er sous la forme d'un article abrogatoire particulier. Cet article devrait abroger, parmi les dispositions de la loi de 1951, outre les articles 17 et 19, l'article 8 tout entier, pour les raisons exposées plus haut, et l'article 7, qui modifie exclusivement l'arrêté-loi du 29 octobre 1946, abrogé tout entier par le projet.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose encore de modifier l'article 16 de la loi de 1951 de manière à éviter toutes controverses sur l'étendue des pouvoirs donnés au Roi, et de donner à cette modification un caractère interprétatif, qui devrait être souligné dans l'exposé des motifs.

Le Conseil d'Etat suggère enfin :

1° de mettre en concordance avec les articles de la loi de 1951 dont la numérotation est modifiée par le projet, les autres articles de cette loi;
2° d'insérer en tête des chapitres III et IV du projet modifié, un article définissant le champ d'application des dispositions de ces chapitres.

\+

\+ \+

Le nouveau texte proposé ci-après s'efforce de réaliser toutes les suggestions faites plus haut, et apporte au projet des améliorations de détail qui ne nécessitent pas de commentaires.

.../...

PROJET DE LOI RELATIVE AUX PENSIONS DE RETRAITE ET DE SURVIE ET PORTANT NOTAMMENT PEREQUATION DE CELLES-CI.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1er.

Modifications apportées à la loi du 14 juillet 1951.

Article 1er.-

L'article 1er, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951 portant péréquation des pensions de retraite et de survie, est remplacé par la disposition suivante :

" Article 1er.-

§ 1er. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public, ainsi qu'aux pensions servies par la Caisse des ouvriers de l'Etat.

Les pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public comprennent les catégories ci-après :

.../...

1° les pensions servies par le Trésor public aux magistrats, aux fonctionnaires et employés des administrations de l'Etat, en ce compris le personnel judiciaire, aux membres du personnel de l'enseignement, aux ministres des cultes, aux officiers et aux militaires de rang subalterne;

2° les pensions des ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, reprises par l'Etat belge et visées par l'arrangement belgo-allemand du 4 mai 1923;

3° les pensions des veuves et orphelins régies par les arrêtés royaux n°s 254 et 255 du 12 mars 1936.".

Article 2.-

L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2.-

Les pensions prenant cours au 1er janvier 1955 ou postérieurement sont établies sur la base des rémunérations et avantages qui ont ou auraient été attribués aux intéressés dans les conditions prévues par les statuts pécuniaires en vigueur au moment de l'entrée en jouissance de la pension.".

Article 3.-

L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3.-

§ 1er. Les pensions en cours au 31 décembre 1954 sont revisées. Le nouveau taux est obtenu en appliquant à la pension nominale calculée conformément aux dispositions en vigueur à la date précitée, le rapport entre les maximums du traitement afférent au dernier grade de l'intéressé, respectivement dans le statut pécuniaire en vigueur au 1er janvier 1955 et dans celui du 30 juin 1948. Ce rapport est établi jusqu'à la troisième décimale inclusivement.

.../...

§ 2. Les pensions des ressortissants des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, reprises par l'Etat belge, et visées par l'arrangement belgo-allemand du 4 mai 1923, sont revisées en appliquant le coefficient 4 à leur montant nominal établi au 31 décembre 1950.".

Article 4.-

L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4.-

Par dérogation à l'article 2, si une pension de survie prenant cours au 1er janvier 1955 ou postérieurement, succède à une pension de retraite qui a pris cours avant cette date, la pension de survie est établie sur la base des rémunérations et avantages qui ont ou auraient été attribués aux intéressés, toutes choses restées égales, dans les conditions prévues par les barèmes en vigueur au 30 juin 1948, puis revisée conformément aux modalités prévues à l'article 3, § 1er.

Toutefois pour l'application de l'article 4bis, le maximum du traitement à prendre en considération est celui qui est en vigueur au moment de l'entrée en jouissance de la pension.".

Article 5.-

Un article 4bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 4bis.

Toute majoration du maximum du traitement afférent au dernier grade de l'intéressé, entraîne la revision de la pension. Le nouveau taux est obtenu en appliquant à la pension nominale de l'intéressé le rapport entre le nouveau et l'ancien maximum du traitement.

.../...

Toutefois, il n'est tenu compte de l'augmentation de traitement résultant de suppléments facultatifs accordés par les communes à leurs instituteurs, qu'à l'occasion d'une revision consécutive à une augmentation de traitement imposée par la loi.".

Article 6.-

L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6.-

Pour l'application des articles 3 et 5, il est tenu compte des articles 9 et 10; de l'article 11, 2°, 3° et 4°; de l'article 12; de l'article 13, 2°, 3° et 4° et de l'article 14.".

Article 7.-

L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 16.-

Le Roi peut prendre, sur la proposition du Ministre qui a l'administration des pensions dans ses attributions, toutes lesmesures nécessaires à la solution des difficultés auxquelles donnerait lieu la détermination fictive des rémunérations et avantages, en vue de l'établissement des pensions de retraite et de survie.

Il peut notamment attribuer des barèmes fictifs à des fonctions qui n'existent plus ou dont les traitements n'auraient pas été affectés par l'évolution générale des rémunérations.".

.../...

Article 8.-

Les articles 7, 8, 17 et 19 de la même loi sont abrogés.

CHAPITRE II.

Modifications apportées à d'autres lois.

Article 9.-

L'article 13 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13.-

Aucune pension ne peut excéder les trois quarts du traitement qui a servi de base à sa liquidation, ni un montant nominal égal aux trois quarts du maximum du traitement de directeur général de ministère, sans préjudice de l'application de l'article 8, § 3, de la loi du 29 juillet 1926.".

Article 10.-

L'article 45 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 45.-

Les pensions ne peuvent être saisies et ne sont cessibles que jusqu'à concurrence d'un cinquième pour dette envers le Trésor public, les provinces et les communes, et d'un tiers pour les pensions alimentaires prévues aux articles 203, 205 et 214b du Code civil.".

.../...

Article 11.-

L'article 28 des lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923, modifié par l'article 5, 2°, de la loi du 29 juillet 1926 et par l'article 1er, IV, de la loi du 13 juillet 1934, est complété par les dispositions suivantes :

"La pension militaire d'ancienneté du capitaine pensionné entre le 1er mai 1922 et le 7 décembre 1932 est fixée sur la base du traitement afférent à la subdivision de capitaine-commandant ou capitaine en premier, si l'intéressé comptait, au moment de sa mise à la pension, dix-sept années de grade d'officier à l'armée ou quatorze années de grade d'officier à la gendarmerie.

La pension militaire d'ancienneté de l'adjudant pensionné avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, est fixée sur la base du traitement afférent au grade d'adjudant de 1ère classe ou d'adjudant qui font partie du corps des sous-officiers de carrière, selon que l'intéressé totalise ou non au moins dix années d'activité dans le grade d'adjudant.

Est fixée sur la base du traitement prévu pour les sous-officiers qui font partie du corps des sous-officiers de carrière, la pension militaire d'ancienneté :

1° des sous-officiers d'élite pensionnés avant le 2 avril 1935;

2° des sergents et maréchaux des logis, anciens combattants de la campagne 1914-1918, pensionnés avant la même date.",

.../...

Article 12.-

L'article 29, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 26 mai 1948, est remplacé par la disposition suivante :

"Le taux des pensions pour ancienneté de service conférées aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie, ainsi qu'aux gendarmes, est calculé suivant les dispositions des présentes lois coordonnées et majoré, pour chaque période complète d'un an d'activité passée dans le corps de la gendarmerie :

1° de 180 francs pour les adjudants de 1ère classe;

2° de 144 francs pour les adjudants de 2e classe;

3° de 106 francs pour les premiers maréchaux des logis chefs;

4° de 71 francs pour les maréchaux des logis chefs;

5° de 35 francs pour les premiers maréchaux des logis.".

Article 13.-

L'article 57 des mêmes lois coordonnées, complété par l'article 5, 9°, de la loi du 29 juillet 1926, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 57.- Les pensions du personnel subalterne du corps de la gendarmerie, ainsi que les pensions de leurs veuves, orphelins et autres ayants droit éventuels, sont réglées d'après les assimilations de grade ci-après :

.../...

1° les sous-officiers sont assimilés aux adjudants, autres que les adjudants de 1ère classe, faisant partie du corps des sous-officiers de carrière;

2° les brigadiers, aux premiers sergents majors ne faisant pas partie du corps des sous-officiers de carrière;

3° les gendarmes, aux sergents ne faisant pas partie du corps des sous-officiers de carrière.

En aucun cas, l'assimilation prévue au présent article ne peut avoir pour effet de porter le montant global, tous éléments compris, de la pension pour ancienneté de service (partie fixe) à une somme supérieure au dernier traitement d'activité (partie fixe) dont l'intéressé a bénéficié.".

Article 14.-

L'article 58 des mêmes lois coordonnées, complété par la loi du 26 mai 1948, est complété par la disposition suivante :

"Pour les adjudants de 1ère classe et les premiers maîtres chefs de 1ère classe, ce temps d'activité est compté à partir du jour de leur nomination au grade d'adjudant ou de premier maître chef.".

Article 15.-

Dans la colonne "Observation" du tableau I annexé aux mêmes lois coordonnées, modifiée par l'article 5 de la loi du 30 juin 1947, les mots "respectivement à 62.400 francs et à 52.800 francs" que l'article 8, § 2, de la loi du 14 juillet 1951 a implicitement remplacés par les mots "uniformément à 83.250 francs", sont remplacés par les mots "uniformément aux trois quarts du maximum du traitement de directeur général de ministère".

.../...

Article 16.-

L'article 8, § 3, alinéa 3 de la loi de péréquation des pensions de retraite servies par le Trésor public, des pensions à charge des Caisses de prévoyance, etc.., du 29 juillet 1926, est abrogé.

Article 17.-

L'article 23, § 3, de la même loi, modifié par l'article 10 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 et par l'arrêté royal n° 128 du 26 février 1935, est remplacé par les dispositions suivantes :

"§ 3.a. La pension militaire d'ancienneté cumulée avec le traitement d'un emploi de carrière, subit une réduction de trois huitièmes.

Le cumul de la pension, ainsi réduite, avec le traitement n'est autorisé qu'à concurrence du maximum du traitement institué pour le grade conféré au bénéficiaire, déduction faite des deux dernières augmentations organiques; la réduction éventuelle est opérée sur la pension.

Le cumul prévu à l'alinéa 2 est toutefois autorisé à concurrence du maximum du traitement du grade de sous-chef de bureau, admissible pour la pension, lorsque la pension militaire pour ancienneté de service est accordée :

1° - par application de l'article 2, 4°, des lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923, et en raison de blessures reçues ou d'infirmités contractées ou aggravées durant la période comprise entre le 1er août 1914 et le 30 septembre 1919;

2° - par application de l'article 3, C, des mêmes lois coordonnées et en raison de blessures ou d'infirmités ayant donné lieu à une pension, en exécution des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948.

./...

L'application des règles tracées aux alinéas ler à 3 ne peut avoir pour effet de ramener les ressources d'un intéressé en dessous du taux plein de sa pension militaire majorée d'une somme égale à 25 p.c. du traitement de la nouvelle fonction.

b. Lors de sa mise à la retraite dans ses nouvelles fonctions, l'intéressé peut obtenir :

1° - le rétablissement de sa pension militaire;

2° - en outre, une pension de retraite proportionnelle au temps passé dans les fonctions civiles, mais à condition que le total des services rendus dans les deux carrières atteigne la durée exigée pour l'attribution de cette pension de retraite.

Le total des deux pensions ne peut dépasser le montant que l'une ou l'autre aurait atteint si tous les services étaient entrés en compte pour sa liquidation; il ne peut être inférieur au montant que la dernière pension aurait atteint si tous les services militaires et les bonifications étaient entrés en compte pour sa liquidation.

§ 3 bis. Pour l'application des réductions prévues aux §§ ler à 3, les fonctions remplies à titre temporaire sont assimilées aux fonctions exercées en vertu d'une nomination à titre définitif.

Les réductions précitées sont applicables en cas de cumul d'une pension à charge de l'Etat :

1° - avec un traitement rémunérant des services rendus :

a) à une province ou à une commune;
b) à une association de communes;
c) à un établissement public;
d) à un établissement d'utilité publique;

./...

e) à un organisme fonctionnant sous le contrôle ou la garantie totale ou partielle de l'Etat, d'une province ou d'une commune;

f) à un établissement d'enseignement subventionné à un titre quelconque par l'Etat;

2° - avec un traitement à charge du Trésor colonial ou rémunérant des services coloniaux qui peuvent être supputés pour le calcul des pensions métropolitaines à charge du Trésor public".

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SUPPUTATION DES SERVICES COLONIAUX POUR LE CALCUL DES PENSIONS METROPOLITAINES.

Article 18.-

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux pensions visées à l'article 1er, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951, modifié par l'article 1er de la présente loi.

Article 19.-

Les personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions de retraite métropolitaines à charge du Trésor public, sont admises à compter :

1° - les services rendus à l'Etat indépendant du Congo, à la Colonie, à l'Administration belge des anciens territoires de l'Est-Africain allemand;

2° - les services rendus sur les territoires du Congo belge et du Ruanda-Urundi :

a) aux institutions scientifiques, régies, offices et organisme créés par la loi, par le Gouvernement de la Colonie ou par l'Administration du Ruanda-Urundi;

b) aux organismes, déterminés par arrêté royal, qui exploitent des services d'utilité publique au Congo belge ou au Ruanda-Urundi;

c) au Comité spécial du Katanga avant le 1er septembre 1910;

d) à la Régie des plantations;

e) à l'exploitation concédée de la T.S.F. avant la reprise de celle-ci par la Colonie;

3° - la durée des missions officielles accomplies dans les régions tropicales par les agents dont les services sont visés aux 1° et 2° ;

4° - le temps passé en Europe au service de la Colonie;

5° - la durée des congés, dans la limite du sixième des services effectifs visés aux 1°, 2° et 3°.

Lorsque des services rendus à la Colonie ou à l'Administration belge des anciens territoires de l'Est-Africain allemand se situent au cours d'une carrière métropolitaine, leur durée est comptée à partir du jour où les intéressés ont été mis à la disposition du Ministre des Colonies jusqu'à la veille du jour où ils ont été remis effectivement à la disposition de l'Administration métropolitaine.

Article 20.-

§ 1er. Les services visés à l'article 19, 1° à 3°, sont comptés dans le calcul de la pension pour le double de leur durée, s'ils ont été rendus en Afrique et s'ils n'ont pas donné lieu à l'octroi d'une pension, ou d'allocations de capital tenant lieu de pension, à charge du Trésor colonial.

./...

Toutefois, ne bénéficient pas de ce doublement les personnes qui ont perdu le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension ou d'une allocation de capital à charge du Trésor colonial, pour une des causes de déchéance ou d'exclusion prévues par les dispositions régissant la matière.

Pour l'application des alinéas 1er et 2, sont assimilées aux pensions et allocations de capital à charge du Trésor colonial :

1° - les pensions et allocations de capital à charge de tout organisme instauré soit par décret, soit sous l'autorité ou avec l'autorisation du Ministre des Colonies, pour l'application des dispositions relatives à l'assurance contre la vieillesse, le décès prématuré, la maladie et l'invalidité des employés coloniaux;

2° - les pensions et allocations de capital tenant lieu de pension, à charge des organismes visés à l'article 19, 2°.

§ 2. Les bonifications prévues au § 1er ne sont accordées que dans la limite fixée à l'article 8, § 3, de la loi du 29 juillet 1926.

Les bonifications et les périodes auxquelles elles s'attachent, comptent dans la liquidation pour 1/60 du traitement moyen ayant servi de base à la pension.

§ 3. Le doublement prévu au § 1er n'est pas accordé lors du règlement d'une pension militaire de retraite pour ancienneté de service, si le pensionné touche un traitement rémunérant des services visés à l'article 19.

Le cas échéant, la pension est rectifiée conformément au § 1er, lorsque l'intéressé cesse de toucher le traitement précité.

./....

Article 2I.-

Lorsque les services coloniaux sont rendus au cours d'une carrière métropolitaine, la pension de retraite est réglée comme si, durant leur carrière coloniale, les intéressés avaient été en activité de service à l'armée ou à l'administration métropolitaine à laquelle ils appartiennent, et y avaient joui effectivement des traitements d'activité conférés.

Les personnes visées à l'alinéa 1er ont la faculté de continuer leur participation au fonds métropolitain des pensions de survie, sur la base des mêmes traitements fictifs. Si elles continuent leurs versements à ce fonds, les pensions de survie sont réglées en tenant compte de la prolongation de leur participation et des traitements sur lesquels celle-ci a porté.

Article 22.-

Les infirmités contractées durant la carrière coloniale ou à l'occasion de l'exercice de fonctions coloniales, de même que les blessures reçues et les accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de fonctions coloniales, sont assimilées, pour l'admission aux pensions métropolitaines de retraite et de survie à charge du Trésor public et pour la liquidation de ces pensions, aux infirmités contractées, aux blessures reçues ou aux accidents survenus dans les mêmes conditions au service de la Métropole.

Article 23.-

Avant d'être revisées conformément à l'article 3, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951, modifié par la présente loi, les pensions pour lesquelles des services coloniaux sont supputés, sont rectifiées en tenant compte des dispositions du présent chapitre.

./...

CHAPITRE IV.

AUTRES DISPOSITIONS NOUVELLES.

Article 24.-

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux pensions visées à l'article 1er, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951, modifié par l'article 1er de la présente loi.

Article 25, § 1er. Sans préjudice de l'article 23 de la loi du 29 juillet 1926, modifié par les arrêtés royaux n° 16 du 15 octobre 1934 et n° 128 du 26 février 1935 et par la présente loi, le cumul des pensions de toute nature à charge de l'Etat ne peut excéder le maximum du traitement de directeur général de ministère.

§ 2. Ne peut excéder le maximum prévu au § 1er, le cumul d'une pension à charge de l'Etat :

1° - avec une pension à charge :

a) d'une province ou d'une commune;
b) d'une association de communes;
c) d'un établissement public;
d) d'un établissement d'utilité publique;
e) d'un organisme fonctionnant sous le contrôle ou la garantie totale ou partielle de l'Etat, d'une province ou d'une commune;
f) d'un établissement d'enseignement subventionné à un titre quelconque par l'Etat;

2° - avec une pension à charge du Trésor colonial, ou avec une des pensions et allocations visées à l'article 20, § 1er, alinéa 3, de la présente loi.

./...

Les pensions à charge de l'Etat sont réduites dans la mesure où le montant cumulé dépasse ce maximum.

§ 3. N'entrent pas en ligne de compte pour l'application du maximum prévu aux § 1er et 2 :

1° - les pensions d'invalidité de guerre attribuées :

a) par application du titre II des lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923;

b) par application des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948;

2° - les pensions attachées aux ordres militaires;

3° - les rentes pour chevrons de front.

§ 4. Lorsqu'une pension dépasse à elle seule le maximum prévu aux §§ 1er et 2, elle est maintenue intégralement.".

Article 26.-

Sont considérées comme régulières pour l'application des dispositions légales en matière de pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public, les nominations dans les organismes énumérés ci-dessous, qui ont été déclarées nulles par l'arrêté-loi du 5 mai 1944 :

1° - Commissariat général aux finances provinciales et communales;

2° - Commissairat du Royaume aux grandes agglomérations;

3° - Office chargé des travaux se rapportant à l'armée démobilisée;

4° - Direction des soins spéciaux;

5° - Juridictions administratives instaurées en vertu de l'arrêté du 15 février 1941;

../...

6° - Administration des services de contrôle;

7° - Service d'inspection et de contrôle du ravitaillement et du rationnement;

8° - Corporation nationale du tourisme;

9° - Commissariat aux prix et aux salaires;

10°- Commissariat général à la restauration du pays;

11°- Services du délégué général à la réglementation du travail;

12°- Commission de contrôle linguistique;

13°- Gendarmerie.

Article 27.-

§ 1er. Est sans effet quant à la détermination du traitement moyen servant de base au calcul de la pension, l'annulation d'une nomination par le Conseil d'Etat, lorsque l'arrêt est prononcé après la mise à la retraite de l'intéressé.

Si l'arrêt est prononcé pendant la période à considérer pour la détermination du traitement visé à l'alinéa 1er, l'annulation n'a d'effet, quant à cette détermination, qu'à partir du 1er du mois qui suit la date de l'arrêt.

§ 2. Les pensions en cours au 31 décembre 1954, qui ont été ou seront affectées par un arrêt d'annulation de nomination du Conseil d'Etat, sont rectifiées en tenant compte du § 1er du présent article, avant d'être revisées conformément à l'article 3, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951, modifié par la présente loi.

§ 3. Les retenues à opérer en vue de la pension de survie d'un agent auquel est appliqué le § 1er ou le § 2, sont calculées sur les traitements qui, en vertu de ces dispositions, sont pris en considération pour la détermination du traitement moyen servant de base au calcul de la pension.

./...

Article 28.-

Avant d'être revisées conformément à l'article 3, § 1er, de la loi du 14 juillet 1951, modifié par la présente loi :

1° - la pension civile d'une personne bénéficiaire d'une pension militaire d'ancienneté, est rectifiée, s'il échet, en tenant compte du minimum visé à l'article 23, § 3, b, alinéa 2 de la loi du 29 juillet 1926, modifié par l'article 17 de la présente loi;

2° - la pension militaire d'ancienneté du capitaine pensionné entre le 1er mai 1922 et le 7 décembre 1932, est rectifiée en tenant compte de l'article 28, alinéa 3, des lois coordonnées sur les pensions militaires, y inséré par l'article 11 de la présente loi.

Article 29.-

Les pensions de retraite et de survie sont soumises au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 30.-

Les dispositions de la présente loi sont étendues aux agents en disponibilité dont le traitement d'attente est égal au chiffre de la pension.

Article 31.-

Lorsque les arrérages mensuels que procurerait à un pensionné l'application de la présente loi, sont inférieurs à ceux dont il bénéficie au moment de la publication de celle-ci, ces derniers arrérages sont maintenus à l'intéressé.

.../...

L'alinéa 1er ne fait pas obstacle à l'application des dispositions relatives aux cumuls.

Article 32.-

A titre transitoire, lorsque les arrérages mensuels que procure à un pensionné l'application des chapitres Ier et II de la présente loi, abstraction faite des articles 17 et 32, 4°, sont supérieurs à ceux dont il bénéficie ou aurait bénéficié sous le régime antérieur, la différence entre les deux montants n'est due à l'intéressé, pour l'année 1955, qu'à raison de 80 p.c.

Article 33.-

Sont abrogés :

1° - la loi du 12 mars 1923 permettant aux personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines de compter le temps de leurs services à la Colonie, modifiée par l'article 2 de la loi du 18 mai 1929, par l'article 5 de l'arrêté royal H du 31 mai 1933, cité ci-après, par l'arrêté royal du 14 août 1933 et par l'article 7 de la loi du 30 juin 1947;

2° - l'arrêté royal H du 31 mai 1933 portant réduction des pensions à charge de l'Etat;

3° - l'article 2 de la loi du 27 décembre 1933 apportant diverses modifications aux lois sur les pensions à charge du Trésor public, sur les pensions à charge des caisses de prévoyance, et à la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal;

4° - l'article 11 de l'arrêté royal n° 16 du 15 octobre 1934 apportant des modifications à la législation sur les pensions et à l'article 17 modifié de la

./...

loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes;

5° - l'arrêté-loi du 29 octobre 1946 majorant les pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public et de la Caisse des ouvriers du département des communications;

6° - la loi du 4 mai 1949 portant majoration des pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public.

Article 34.-

La présente loi produit ses effets le 1er janvier 1955.

Toutefois, entre en vigueur le 1er du mois qui suit la date de la publication au Moniteur belge, l'article 23, § 3bis, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1926, y inséré par l'article 17 de la présente loi.

Donné à , le

PAR LE ROI,

Le Ministre des Finances,

ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp strekt er onder meer toe een nieuwe perekwatie van de pensioenen tot stand te brengen. Het doet zulks, deels door wijziging van de tekst van de wet van 14 Juli 1951 en deels door invoering van zelfstandige bepalingen. Tenslotte neemt het, met enkele wijzigingen echter, de regelen over die neergelegd zijn in de wet van 12 Maart 1923 tot machtiging aan de personen die gerechtigd zijn hun aanspraak op pensioenen in het moederland te doen gelden, de tijd hunner in de Kolonie verleende diensten mede te rekenen, met weglating evenwel van de beperkende bepalingen welke het koninklijk besluit H van 31 Mei 1933 daarin had ingevoerd.

Nu de pensioenregeling zo ingewikkeld is geworden dat de belanghebbenden moeilijk hun weg kunnen vinden in de ontelbare teksten waarover deze stof verspreid ligt, is het ten zeerste gewenst, deze materie geheel om te werken of althans een algemene coördinatie van de geldende teksten tot stand te brengen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

De Raad van State stelt een opschrift voor, dat beter aan de in het ontwerp vervatte regeling beantwoordt.

.../...

Voor de algemene inkleding van het ontwerp, beveelt hij duidelijkheidshalve aan de bepalingen in vijf hoofdstukken in te delen, waarin onderscheidenlijk gegroepeerd worden, de wijzigingen aan de wet van 14 Juli 1951, de wijzigingen aan andere wetten, de bepalingen betreffende het aanrekenen van de koloniale diensten voor de berekening van de moederlandse pensioenen, andere nieuwe bepalingen en, ten slotte, de gemene, alsmede de overgangs- en opheffingsbepalingen.

ARTIKEL 1 VAN HET ONTWERP.

Nieuw artikel 1, § 1, van de wet van 14 Juli 1951.

Het ontwerp vervangt de woorden "ambtenaren en beambten", die voorkomen in de wet van 1951, door "leden van het burgerlijk en gerechtelijk personeel van de diensten van de Staat".

Aangezien de wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen nog steeds van kracht is, is het beter een met deze wet overeenstemmende terminologie te handhaven en er een nadere bepaling betreffende het gerechtelijk personeel in op te nemen.

De woorden "aan de leden van het burgerlijk en gerechtelijk personeel van de diensten van de Staat" zouden derhalve dienen vervangen te worden door "aan de ambtenaren en beambten van de Rijksbesturen, het gerechtelijk personeel inbegrepen".

.../...

De verduidelijkingen, welke de nieuwe § 1 brengt, hebben, naar de gemachtigden van de Regering aan de Raad van State hebben verklaard, een interpretatief karakter. Daarom moet de memorie van toelichting hier uitdrukkelijk op wijzen ten einde de toepassingen, die aan de wet van 1951 in haar huidige tekst zijn gegeven, te regulariseren.

Nieuw artikel 2, § 2, van de wet van 14 Juli 1951.
(eerste gedeelte)

Artikel 1 van het ontwerp wijzigt artikel 2 van de wet van 14 Juli 1951 door aldaar een tweede paragraaf in te voegen, waarvan het eerste gedeelte betrekking heeft op de gelijkstelling van graden ten aanzien van de leden van het ondergeschikt kader van de rijkswacht voor de vaststelling van het bedrag van hun pensioen.

Daar de Regering voornemens is artikel 57 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, onder voorbehoud van de daarin door artikel 5, 9°, van de wet van 29 Juli 1926 aangebrachte wijziging, definitief te vervangen, adviseert de Raad van State deze bepaling als een nieuw artikel 57 van deze samengeordende wetten op te stellen en in hoofdstuk II op te nemen.

Deze bepaling van het ontwerp schrijft voor, dat de onderofficieren van de rijkswacht met de graad van adjudant 2de klasse worden gelijkgesteld. De huidige wetgeving kent deze graad niet. Artikel 12 van de wet van 27 Juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren voorziet in de graad van adjudant en voegt er aan toe dat deze graad "een zeker aantal adjudanten van eerste klasse omvat als bij koninklijk besluit wordt bepaald".

.../...

Het koninklijk besluit van 9 April 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht maakt een onderscheid inzake wedde tussen de adjudanten en de adjudanten 1ste klasse; dit onderscheid eist niet, dat de wetgever de benaming van een graad in een pensioenwet wijzigt, wanneer de oude benaming in de organieke wet wordt gehandhaafd.

Nieuw artikel 2, § 2, van de wet van 14 Juli 1951.
(tweede gedeelte)

Het tweede deel van § 2, dat in artikel 2 van de wet van 14 Juli 1951 wordt ingevoegd, heeft betrekking op de gelijkstelling met militaire graden, voor de vaststelling van hun pensioenen, van de militaire muzikanten van het eerste gidsenregiment en van de militaire werklieden en ambachtslieden.

De samengeordende wetten op de militaire pensioenen hebben de Koning in artikel 2, A, 3°, b, zoals het bij artikel 1 van de wet van 30 Juni 1947 is vervangen, bevoegdheid verleend om deze gelijkstellingen van graden vast te stellen.

Voor de eerste maal sinds de inwerkingtreding van deze samengeordende wetten zou nu de wet deze kwesties gedeeltelijk zelf regelen.

Het ontwerp wijkt aldus impliciet af van een uitdrukkelijke bepaling van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen. Het berooft de Koning niet van alle bevoegdheid, welke Hij aan deze wetten ontleende ten aanzien van de vaststelling van de graden waarmede

.../...

sommige militairen voor de vaststelling van hun pensioen gelijkgesteld worden, maar het wijzigt de bepalingen welke de Koning ter zake heeft uitgevaardigd; zodoende, beperkt het de bevoegdheid welke de wetten aan de uitvoerende macht hadden toegekend.

De Koning zou dus, zonder enig optreden vanwege de wetgever, de hier besproken bepaling kunnen uitvaardigen door eenvoudige wijziging van het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 dat genomen is ter uitvoering van artikel 2, A, 3°, b, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

Deze handelwijze verdient des te meer aanbeveling daar de onderhavige bepaling gewoon details regelt.

Indien de wetgever zich gaat bezig houden met zodanige kwesties, ontstaan ten gevolge van wijzigingen in het geldelijk statuut van de weddetrekkende militairen, zal hij voortaan telkens moeten optreden wanneer de Koning de wedden van de militairen krachtens zijn grondwettelijke macht vaststelt en hierbij wijziging aanbrengt in de berekening van de wedden van de onderofficieren.

De Raad van State adviseert, voornoemde bepaling in het ontwerp te schrappen, omdat het beter zou zijn haar door de Koning te laten uitvaardigen.

.../...

Nieuw artikel 2, § 3, van de wet van 14 Juli 1951.

Het ontwerp voegt in artikel 2 van de wet van 14 Juli 1951 een § 3 in, tot vervanging van het eerste lid van artikel 29 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 26 Mei 1948.

De tekst van het ontwerp zou derhalve in hoofdstuk II moeten worden opgenomen.

Nieuw artikel 2, § 4, van de wet van 14 Juli 1951.

Het ontwerp voegt in artikel 2 van de wet van 14 Juli 1951 een § 4 in, tot aanvulling van artikel 58 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 26 Mei 1948.

De in het ontwerp gegeven tekst moet dan naar hoofdstuk II worden overgebracht.

Daar deze bepaling niet alleen de adjudanten 1ste klasse van landmacht en luchtmacht, maar ook de 1ste oppermeesters 1ste klasse van de zeemacht op het oog heeft, stelt de Raad van State een tekst voor, waarin met deze bedoeling rekening is gehouden.

.../...

Nieuw artikel 3, § 3, 1°, van de wet van 14 Juli 1951.

Het koninklijk besluit van 9 April 1952 houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht heeft de adjudant 1ste klasse voor het eerst een hogere wedde gegeven dan de adjudant.

De nieuwe § 3, 1°, die thans in artikel 3 van de wet van 14 Juli 1951 wordt ingevoegd, strekt ertoe het pensioen der vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 9 April 1952 gepensioneerde adjudanten vast te stellen met inachtneming van het weddeverschil dat bij dit besluit is ingevoerd.

Zoals zij is geredigeerd, wijkt deze bepaling af van de regel, neergelegd in artikel 28 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, luidens hetwelk "het pensioen wegens dienstjaren wordt geregeld naar de graad waarmede de militair bekleed is"; zij bepaalt immers dat het pensioen van een adjudant, die tenminste tien jaren activiteit telt in de graad van adjudant, geregeld wordt op grond van de aan de graad van adjudant 1ste klasse verbonden wedde, of hij nu al dan niet tot deze laatste graad is bevorderd.

De Raad van State adviseert, de ontworpen bepaling in te voegen in de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, aangezien zij van het daarin neergelegde beginsel afwijkt; zij kan onder hoofdstuk II worden opgenomen in de vorm van een bepaling tot aanvulling van artikel 28 van voornoemde wetten.

.../...

Nieuw artikel 3, § 3, 2°, van de wet van 14 Juli 1951.

Deze bepaling kan als overbodig worden geschrapt. Volgens de koninklijke besluiten van 9 April 1952 immers zijn de aldaar (artikelen 22 en 23) bedoelde bijzondere uitkeringen weddeverhogingen.

Nieuw artikel 3, § 3, 3°, eerste lid, van de wet van 14 Juli 1951.

Ook deze bepaling, volgens welke het militair rustpensioen wegens dienstancienniteit van de kapitein, die met pensioen is gegaan op een tijdstip dat de onderverdeling van deze graad was afgeschaft, zal geregeld worden op basis van de aan de graad van kapitein-commandant verbonden wedde indien hij een aantal dienstjaren in de graad van kapitein heeft, wijkt af van het beginsel, neergelegd in artikel 28 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

De Raad van State stelt voor, deze bepaling op te nemen onder hoofdstuk II, in de vorm van een bepaling tot aanvulling van artikel 28.

Daar het koninklijk besluit van 8 April 1922 pas op 1 Mei 1922 in werking is getreden, dient de voorgestelde tekst naar deze datum te verwijzen.

.../...

Nieuw artikel 3, § 3, 3°, tweede lid, van de wet van 14 Juli 1951.

De Raad van State stelt voor, deze bepaling op te nemen onder hoofdstuk IV.

Nieuw artikel 3, § 3, 4°, van de wet van 14 Juli 1951.

De Raad van State stelt voor, deze bepaling onder hoofdstuk II op te nemen in de vorm van een bepaling tot aanvulling van artikel 28 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

Ook stelt hij voor, de redactie van de tekst lichtjes te wijzigen om de overeenstemming met artikel 21 van de wet van 27 Juli 1934, waarnaar de bepaling verwijst, te herstellen. Dit artikel eist immers van de onderofficieren, die voor de overgangsbepaling van de wet van 1934 in aanmerking wensen te komen, of wel dat zij op het tijdstip van de bekendmaking van die wet keuronderofficier zijn, of wel dat zij oudstrijder van de veldtocht 1914-1918 zijn, die op het tijdstip van de bekendmaking van dezelfde wet de graad van sergeant of wachtmeester bekleden.

De ontworpen bepaling stelt echter als tijdstip voor het bezitten van een dezer hoedanigheden de dag van de oppensioenstelling.

Het is voldoende in de memorie van toelichting aan te geven dat de nieuwe voorgestelde tekst het gevolg is van de wet van 27 Juli 1934.

.../...

Nieuw artikel 3, § 4, van de wet van 14 Juli 1951.

Deze tekst dient in de wet van 1951 te worden ingevoegd als artikel 4 bis.

Voor het laatste lid van § 4 stelt de Raad van State een tekst voor die de bedoeling van de Regering duidelijker weergeeft.

Bij dit lid is het volgende op te merken.

De wet van 30 Juni 1951 betreffende de wedde van de onderwijzers, houdende wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs en van de wet van 24 December 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën, zegt dat de gemeenten alleen in de gevallen en binnen de grenzen bepaald bij artikel 6 van deze wet facultatieve bijwedden mogen toekennen. Met inachtneming van de genoemde wetgeving, zal het laatste lid van § 4 alleen in deze gevallen toepassing vinden.

Voorts is de tekst zo geredigeerd, dat alleen schijnt gedacht te zijn aan de onderwijzers, dit wil zeggen, aan de leerkrachten van de gemeentelijke lagere en bewaarscholen waarvoor de Staat weddetoelagen verleent.

Evengoed als de wet tot regeling van het lager onderwijs echter, bepalen de wetten van 23 Juli 1952 tot regeling van het normaalonderwijs en van 29 Juli 1953 tot regeling van het technisch onderwijs, dat de Staat de bezoldiging van leerkrachten in de normaalscholen en technische scholen ten laste neemt in de vorm van weddetoelagen.

.../...

Noch de wet tot regeling van het normaal- of technisch onderwijs, noch enige andere wet verbieden de gemeente deze leerkrachten wedden toe te kennen boven de weddetoelagen welke de Staat haar voor deze leerkrachten verleent.

Daarom zou een geamendeerde tekst eventueel moeten aangeven of het laatste lid niet alleen toepassing moet vinden in de bij artikel 6 van de wet van 30 Juni 1951 bepaalde gevallen, maar ook in de zoëven genoemde gevallen waarin de gemeente aan haar leerkrachten vrijwillig hogere wedden dan de weddetoelagen zou toekennen.

Nieuw artikel 4 (eerste twee leden) van de wet van 14 Juli 1951.

De Raad van State stelt een tekst voor, die de bedoeling van de Regering nauwkeurig weergeeft.

Laatste lid van artikel 1 van het ontwerp.

Deze bepaling moet worden gesplitst. Voor zover zij wijziging aanbrengt in artikel 8, § 1, van de wet van 14 Juli 1951, zou zij moeten voorkomen onder hoofdstuk II, in de vorm van een wijziging aan artikel 13 van de wet van 21 Juli 1844. Voor zover zij wijziging aanbrengt in artikel 8, § 2, van de wet van 1951, zou zij onder hetzelfde hoofdstuk moeten voorkomen in de vorm van een wijziging aan artikel 8 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934 of veeleer van tabel I, gevoegd bij de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, en gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 30 Juni 1947. De wet

.../...

van 14 Juli 1951 heeft immers in artikel 8, § 2, uit het oog verloren dat de wet van 30 Juni 1947 in voornoemde tabel een tekstwijziging heeft aangebracht.

De splitsing van artikel 1, laatste lid, van het ontwerp, wordt vergemakkelijkt door de opheffing van artikel 8, § 3, van de wet van 1951, dat verwijst naar de §§ 1 en 2 (zie artikel 11 van het ontwerp der Regering).

ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP.

Artikel 2, zoals de Regering het op 31 Januari heeft geamendeerd, verenigt in één tekst de in extenso overgenomen bepalingen van de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit H van 31 Mei 1933, met toevoeging, onder meer, van de wijzigingen welke de Regering zich, in de oorspronkelijke tekst van het ontwerp, voornam aan deze bepaling te brengen terzake van het volstrekte maximum der gecumuleerde pensioenen.

Naar aan de Raad van State werd verklaard, heeft de Regering daarbij geenszins de bedoeling, iets te veranderen aan het toepassingsgebied van deze bepalingen, dat met name ingevolge het arrest van het Hof van Verbreking van 20 April 1950 (Pas. 1950, I, bl.560) duidelijk is omschreven.

Terecht wordt artikel 2 van het ontwerp niet in het gewijzigde besluit ingevoegd. Alle andere bepalingen van dit besluit zijn immers kommen te vervallen : de artikelen 1 en 7 waren tijdelijk ; artikel 4 is door de wet van 27 December 1933 ingetrokken ; artikel 5, tot wijziging van de wet van 12 Maart 1923, wordt door

.../...

het ontwerp opgeheven ; artikel 6, dat verwijst naar de artikelen 2 en 4, verliest zijn bestaansreden ; artikel 8, het laatste, handelt alleen over de inwerkingtreding. Daarom stelt de Raad van State voor, het besluit H van 31 Mei 1933 in zijn geheel op te heffen.

Artikel 2 van het ontwerp zou onder hoofdstuk IV moeten staan ; ofschoon de inhoud niet geheel nieuw is, gaat het hier toch om een zelfstandige bepaling van de nieuwe wet.

ARTIKEL 3 VAN HET ONTWERP.

Deze bepaling moet in hoofdstuk IV worden ingevoegd.

ARTIKEL 4 VAN HET ONTWERP.

Deze bepaling dient om de "verkregen rechten" te vrijwaren, meer bepaald om te verhinderen dat de toepassing van de nieuwe wet een vermindering van het bedrag der uitbetaalde pensioenen zou medebrengen. Om uit te maken of de veranderde wetgeving al dan niet gunstig is voor een bepaald pensioen zal men, bij het vergelijken van de volgens de nieuwe en volgens de oude regeling berekende achterstallen, de op de schommelingen van het indexcijfer steunende coëfficient buiten beschouwing moeten laten.

Wanneer de Regering spreekt van de "maandelijkse achterstallen" welke de belanghebbenden bij de bekendmaking van de wet genieten, doet zij dit om elke eventuele vermindering onmogelijk te maken, niet alleen van de op

.../...

31 December 1954 lopende pensioenen, maar zelfs van de pensioenen die op het tijdstip van de bekendmaking van de wet zullen lopen, en zulks met afwijking van de terugwerkende kracht tot 1 Januari 1955. Met opzet en volkomen terecht dus spreekt het ontwerp van "bekendmaking" en niet van "inwerkingtreding".

Met het aldus omschreven beding van niet-benadeling bedoelt de Regering nochtans niet, zich te verzetten tegen de verminderingen welke het gevolg zouden zijn van de toepassing der bepalingen betreffende de cumulatie, die de nieuwe wet veel strenger maakt.

Artikel 4 van het ontwerp, dat de uitwerking van de wet verzacht, zou in het laatste hoofdstuk moeten voorkomen. De Raad van State stelt een tekst voor, die de bedoeling van de Regering beter weergeeft.

ARTIKEL 5 VAN HET ONTWERP.

Deze bepaling moet onder hoofdstuk IV worden opgenomen.

De eerste paragraaf beperkt voor de toekomst, dit is feitelijk voor de op 1 Januari 1955 of later ingaande pensioenen, de gevolgen van de door de Raad van State uitgesproken nietigverklaringen van benoemingen ten aanzien van de vaststelling van de wedde op grond waarvan het pensioen wordt berekend. Een nietigverklaring die na de oprustst elling wordt uitgesproken, blijft zonder invloed op de berekening van het pensioen ; wordt zij uitgesproken in de vijfjaarlijkse periode die tot grondslag voor deze berekening dient, dan begint zij pas de eerste dag van de op de datum van het arrest volgende maand uitwerking te hebben ten aanzien van de basiswedde.

.../...

In § 2 worden deze regelen van toepassing verklaard ten aanzien van de op 31 December 1954 lopende pensioenen. Alle pensioenen die door een nietigverklaring van benoeming getroffen zijn, zullen overeenkomstig § 1 worden verbeterd vooraleer zij herzien worden overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 1951, zoals dit door het ontwerp wordt gewijzigd. Nabetaling ingevolge een dergelijke verbetering zal echter alleen plaats hebben voor de tijd na 31 December 1954.

De derde paragraaf handelt over de inhoudingen op de bezoldiging van een personeelslid, wiens benoeming is vernietigd. Deze inhoudingen zijn het logisch gevolg van de in §§ 1 en 2 getroffen regeling.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaren is dit de draagwijdte van artikel 5. Om ze beter tot uiting te doen komen, brengt de Raad van State enige wijziging in de redactie van dit artikel.

ARTIKEL 5 BIS VAN HET ONTWERP.

In dit artikel zijn de bepalingen van de wet van 12 Maart 1923 geamendeerd overgenomen.

De tekst van de voorgestelde bepaling zou in hoofdstuk III moeten worden ingevoegd en in verschillende artikelen onderverdeeld.

.../...

ARTIKEL 6 VAN HET ONTWERP.

§ 1, 1°, kan als kennelijk overbodig achterwege blijven. Het laatste lid van § 1 is evenzeer overbodig, het spreekt immers vanzelf dat de verhoging ten bezware komt van de begroting der burgerlijke pensioenen.

Het is de bedoeling van de Regering § 2, 2°, toe te passen op de lopende pensioenen, en dit zonder nabetaling. Daartoe moet het ontwerp met een uitdrukkelijke bepaling worden aangevuld, welke in hoofdstuk IV zou kunnen aansluiten aan de bepaling ontleend aan het nieuwe artikel 3, § 3, 3°, tweede lid, van de wet van 14 Juli 1951 (artikel 1 van het ontwerp).

Met betrekking tot de vorm waarin artikel 6 van het ontwerp, gewijzigd zoals hierboven is gezegd, moet worden gesteld, merke men op dat dit artikel wijziging aanbrengt, enerzijds in artikel 23, § 3, van de wet van 29 Juli 1926 en, anderzijds, in artikel 11 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, dat het toepassingsgebied van voornoemde paragraaf verruimt. Daar deze verschillende malen werd gewijzigd, en laatst door artikel 8, § 4, van de wet van 1951 zelf, geeft de Raad van State in overweging ze in haar geheel over te drukken, en ze te laten volgen van een § 3 bis, waarin artikel 11 van het besluit van 1934 zou worden overgenomen. De bepaling waarin deze omwerking wordt verricht, zou natuurlijk thuishoren onder hoofdstuk II van het ontwerp. Aan de andere kant kan in hoofdstuk I, artikel 8, van de wet van 1951 geheel wegvallen.

.../...

ARTIKEL 7 VAN HET ONTWERP.

Dit artikel strekt er toe, de in sommige instellingen gedane en bij de besluitwet van 5 Mei 1944 nietig verklaarde benoemingen, ten aanzien van de pensioenwetten geldig te verklaren. Deze betrekkelijke geldigverklaring zal geen ander gevolg hebben dan het in aanmerking nemen van de prestaties bij die instellingen mogelijk te maken. De in aanmerkingneming nochtans zal enkel gebeuren zo al de overige daartoe gestelde voorwaarden vervuld zijn. De redactie van het ontwerp laat de bedoeling van de Regering ten deze geheel tot haar recht komen.

Artikel 7 zou in hoofdstuk IV moeten worden opgenomen.

ARTIKEL 8 VAN HET ONTWERP.

Deze bepaling hoort thuis in hoofdstuk II. Op een punt evenwel is meer preciesheid geboden. Immers sedert de wet van 20 Juli 1932 tot stand is gekomen, bevat het Burgerlijk Wetboek niet langer een enig artikel 214, maar wel de artikelen 214a tot 214 j. Het gedeelte van het vroegere artikel 214 dat betrekking had op de verplichting tot onderhoud werd echter met een paar aanpassingen door artikel 214 b overgenomen. Terwijl voorheen alleen de man tot plicht had in het nodige voor de vrouw te voorzien, zijn heden ten dage beide echtgenoten gehouden in de behoeften van het huishouden bij te dragen.

.../...

Zo,anderzijds, een der echtgenoten aan deze verplichting tekortkomt, kan de andere zich voortaan, zonder een eigenlijke vordering tot onderhoud te moeten instellen, door de vrederechter laten machtigen om, tot het door deze magistraat passend geachte bedrag, de inkomsten, schuldvorderingen en opbrengsten van de arbeid van de andere echtgenoot in ontvangst te nemen. Uit de parlementaire voorbereiding en uit de rechtspraak blijkt dat de bij artikel 45 van de wet 21 Juli 1844 opgelegde beperking niet van toepassing is op deze machtiging, welke geen schuldvordering tussen de echtgenoten doet ontstaan en bijgevolg geen aanleiding kan geven tot beslag noch overdracht. De Regering heeft geenszins de bedoeling deze interpretatie opnieuw aan de orde te brengen.

Het bij de wet van 1932 ingevoerde bijzonder beroep heeft de voormalige vordering tot onderhoud tussen echtgenoten geenszins afgeschaft. Niets in de parlementaire voorbereiding wijst er ook maar op, dat zodanige bedoeling heeft bestaan. Artikel 391 bis van het Strafwetboek daarentegen, dat laatst bij de wet van 17 Januari 1939 is gewijzigd,maakt een duidelijk onderscheid tussen het niet betalen onder echtgenoten van een uitkering tot onderhoud en het onttrekken aan de uitwerking van de door de vrederechter aan de echtgenoot verleende machtiging, van de hierin bedoelde inkomsten, schuldvorderingen of opbrengsten van de arbeid.

.../...

Artikel 45 van de wet van 1844 dient derhalve naar artikel 214 b van het Burgerlijk Wetboek te verwijzen. Het komt er echter ook op aan als beginsel vast te leggen dat de eerstbedoelde bepaling zonder invloed blijft op de rechterlijke machtiging waarvan sprake in de tweede bepaling. Daartoe kan men aan het slot van het bepaalde in artikel 8 van het ontwerp eenvoudig schrijven : "... en van een derde voor de uitkeringen tot onderhoud waarvan sprake in de artikelen 203, 205 en 214 b van het Burgerlijk Wetboek ".

ARTIKELEN 9 TOT 12 VAN HET ONTWERP.

Deze vier bepalingen moeten in het slothoofdstuk voorkomen : de artikelen 9 en 10, omdat zij van toepassing zijn op bepalingen van de vorige hoofdstukken, de artikelen 11 en 12, omdat zij opheffingsbepalingen behelzen en de inwerkingtreding vaststellen.

Artikel 9 moet zo worden geredigeerd dat de bedoelingen van de Regering juister tot hun recht komen. Het moet na artikel 10 komen waarvan het de uitwerking, op dezelfde wijze als voor andere bepalingen van het ontwerp, tijdelijk beperkt.

Van artikel 11 kan het gedeelte worden losgemaakt dat betrekking heeft op de wet van 1951, en dat in de vorm van een bijzonder opheffingsartikel onder hoofdstuk I moet worden opgenomen. Onder de bepalingen van de wet van 1951 zou dat artikel, benevens de artikelen 17 en 19, moeten opheffen, het ganse artikel 8 om de hierboven uiteengezette redenen, en artikel 7, dat uitsluitend wijziging aanbrengt in de besluitwet van 29 October 1946, die door het ontwerp in haar geheel wordt opgeheven.

\+

\+ \+

.../...

De Raad van State stelt ook voor, artikel 16 van de wet van 1951 zo te wijzigen dat elke betwisting omtrent de omvang der aan de Koning verleende machten is uitgesloten, en aan deze wijziging een interpretatief karakter te geven, waarop in de memorie van toelichting de aandacht dient te worden gevestigd.

De Raad van State geeft tenslotte de aanbeveling :

1° de artikelen van de wet van 1951 waarvan het ontwerp de nummering heeft gewijzigd, met de overige artikelen van die wet in overeenstemming te brengen ;

2° vooraan in de hoofdstukken III en IV van het gewijzigde ontwerp, een artikel in te voegen dat het toepassingsgebied van de bepalingen dezer hoofdstukken nader bepaalt.

\+

\+ \+

De nieuwe tekst die hierna wordt voorgesteld, tracht met alle bovenstaande aanbevelingen rekening te houden, en brengt in het ontwerp een aantal detailverbeteringen aan, die geen commentaar behoeven.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE RUST- EN OVERLEVINGS-PENSIOENEN EN HOUDENDE ONDER MEER PEREKWATIE ER VAN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.

Wijzigingen aan de wet van 14 Juli 1951.

Artikel 1.-

Artikel 1, § 1, van de wet van 14 juli 1951 houdende perekwatie van de rust- en overlevingspensioenen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 1.-

§ 1. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing op de rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist, alsmede op de pensioenen die de Rijkswerkliedenkas uitkeert.

.../...

De rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist omvatten de volgende categorieën :

1° de pensioenen die de Openbare Schatkist uitkeert aan de magistraten, de ambtenaren en beambten van de Rijksbesturen, het gerechtelijk personeel inbegrepen, de leden van het onderwijzend personeel, de bedienaars van de erediensten, de officieren en de militairen van lagere rang;

2° de door de Belgische Staat overgenomen en bij de Belgisch-Duitse regeling van 4 Mei 1923 bedoelde pensioenen van de onderhorigen uit de kantons Eupen, Malmedy en Sint-Vith;

3° de door de koninklijke besluiten nrs 254 en 255 van 12 Maart 1936 geregelde weduwen- en wezenpensioenen.".

Artikel 2.-

Artikel 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2.-

De op 1 Januari 1955 of later ingaande pensioenen worden vastgesteld op grondslag van de bezoldigingen en voordelen die aan de belanghebbenden toegekend zijn of zouden zijn onder de voorwaarden, bepaald bij de op het tijdstip van de ingenottreding van het pensioen geldende bezoldigingsregelingen.".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.-

§ 1. De op 31 December 1954 lopende pensioenen worden herzien. Het nieuw bedrag wordt bekomen door op het nominaal pensioen, berekend overeenkomstig de op genoemde datum geldende bepalingen, de verhouding toe te passen tussen de maxima van de wedde verbonden aan de laatste graad van de belanghebbende in de bezoldigingsregelingen die respectievelijk op 1 januari 1955 en op 30 Juni 1948 van kracht waren. Deze verhouding wordt vastgesteld tot aan de derde decimaal inbegrepen.

§ 2. De door de Belgische Staat overgenomen en door de Belgisch-Duitse regeling van 4 Mei 1923 bedoelde pensioenen van de onderhorigen uit de kantons Eupen, Malmedy en Sint-Vith worden herzien door op hun nominaal bedrag, vastgesteld op 31 December 1950, de coëfficiënt 4 toe te passen.".

Artikel 4.-

Artikel 4 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4.-

In afwijking van artikel 2, indien een op 1 Januari 1955 of later ingaand overlevingspensioen volgt op een vóór die datum ingegaan rustpensioen, wordt het overlevingspensioen vastgesteld op grond van de bezoldigingen en voordelen die aan de belanghebbenden in een ongewijzigde stand van zaken toegekend zijn of zouden zijn

.../...

onder de voorwaarden bepaald in de op 30 Juni 1948 geldende weddeschalen en wordt het naderhand op de in artikel 3, § 1, voorgeschreven wijze herzien.

Voor de toepassing van artikel 4bis, is echter het maximum van de in aanmerking te nemen wedde, het maximum dat geldt op het tijdstip van de ingenottreding van het pensioen.".

Artikel 5.-

Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 4bis.

Elke verhoging van het maximum van de aan de laatste graad van de belanghebbende verbonden wedde brengt herziening van het pensioen mede. Het nieuwe bedrag wordt bekomen door op het nominaal pensioen van de belanghebbende de verhouding tussen het nieuwe en het vroegere maximum der wedde toe te passen.

Met de weddeverhoging echter, die het gevolg is van facultatieve bijwedden door de gemeenten aan hun onderwijzers toegestaan, wordt slechts rekening gehouden bij een herziening volgend op een bij de wet opgelegde weddeverhoging.".

Artikel 6.-

Artikel 6 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6.-

Voor de toepassing van de artikelen 3 en 5, wordt rekening gehouden met de artikelen 9 en 10; met artikel 11, 2°, 3° en 4°; met artikel 12 ; met artikel 13, 2°, 3° en 4° en met artikel 14.".

.../...

Artikel 7.-

Artikel 16 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 16.-

De Koning kan, op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het bestuur van de pensioenen behoort; alle maatregelen nemen, die vereist zijn voor de oplossing van de moeilijkheden waartoe de fictieve vaststelling van bezoldigingen en voordelen kan aanleiding geven, met het oog op de vaststelling van de rust- en overlevingspensioenen.

Hij kan onder meer fictieve weddeschalen toekennen voor ambten die niet meer bestaan of waarvan de wedden door de algemene evolutie van de bezoldigingen niet beïnvloed zouden geweest zijn.".

Artikel 8.-

De artikelen 7, 8, 17 en 19 van dezelfde wet worden opgeheven.

HOOFDSTUK II.

Wijzigingen aan andere wetten.

Artikel 9.-

Artikel 13 van de algemene wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 13.-

Geen enkel pensioen mag hoger liggen dan drie vierde van de wedde die als grondslag voor de uitkering ervan heeft gediend, of dan een nominaal bedrag gelijk aan drie vierde van het maximum van de wedde van directeur-generaal van een ministerie, onverminderd de toepassing van artikel 8, § 3, van de wet van 29 Juli 1926.".

Artikel 10.-

Artikel 45 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 45.-

De pensioenen zijn slechts tot een beloop van een vijfde vatbaar voor beslag en overdracht wegens schuld tegenover de Schatkist, de provinciën en de gemeenten, en tot een beloop van een derde voor de uitkeringen tot onderhoud waarvan sprake in de artikelen 203, 205 en 214b van het Burgerlijk Wetboek.".

Artikel 11.

Artikel 28 van de 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij artikel 5, 2°, van de wet van 29 Juli 1926 en bij artikel 1, IV, van de wet van 13 Juli 1934, wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"Het militair anciënniteitspensioen van de tussen 1 Mei 1922 en 7 December 1932 gepensioneerde kapitein wordt vastgesteld op grond van de wedde verbonden aan de onderverdeling kapitein-commandant of eerste-kapitein indien de belanghebbende, op het tijdstip van zijn oppensioenstelling, 17 jaar graad als officier bij het leger, of 14 jaar graad als officier bij de rijkswacht telde.

.../...

Het militair anciënniteitspensioen van de adjudant, gepensioneerd vóór de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 9 April 1952, houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, wordt vastgesteld op grond van de wedde verbonden aan de graad van adjudant 1ste klasse of van adjudant die deel uitmaken van het korps der beroepsonderofficieren, naargelang de belanghebbende al dan niet ten minste tien jaar activiteit in de graad van adjudant telt.

Op grond van de wedde, bepaald voor de officieren die deel uitmaken van het korps der beroepsonderofficieren, wordt berekend het militair anciënniteitspensioen :

1° van de keur-onderofficieren gepensioneerd vóór 2 April 1935;

2° van de sergeanten en wachtmeesters, oudstrijders van de veldtocht 1914-1918, gepensioneerd vóór deze datum.".

Artikel 12.-

Artikel 29, eerste lid, van dezelfde samengeordende wetten, gewijzigd bij de wet van 26 Mei 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Het bedrag van de pensioenen wegens dienstanciënniteit die worden verleend aan de onderofficieren en brigadiers van de rijkswacht, alsook aan de rijkswachters, wordt berekend volgens de bepalingen van de tegenwoordige samengeordende wetten en, voor elke volle periode van een jaar activiteit in het rijkswachtkorps, verhoogd met :

1° 180 frank voor de adjudanten eerste klasse ;

2° 144 frank voor de adjudanten tweede klasse ;

3° 106 frank voor de eerste opperwachtmeesters ;

4° 71 frank voor de opperwachtmeesters ;

5° 35 frank voor de eerste-wachtmeesters.".

Artikel 13.-

Artikel 57 van dezelfde samengeordende wetten, aangevuld met artikel 5, 9°, van de wet van 29 Juli 1926, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 57.-

De pensioenen van het lager personeel van het rijkswachtkorps, alsook de pensioenen van hun weduwen, wezen en andere eventuele rechtverkrijgenden, worden geregeld volgens de onderstaande gelijkstellingen van graad :

1° de onderofficieren worden gelijkgesteld met de adjudanten, met uitzondering van de adjudanten eerste klasse die deel uitmaken van het korps der beroepsonderofficieren;

2° de brigadiers, met de eerste-sergeant-majoors die geen deel uitmaken van het korps der beroepsonderofficieren;

3° de rijkswachters, met de sergeanten die geen deel uitmaken van het korps der beroepsonderofficieren.

In geen geval mag ten gevolge van de in dit artikel bepaalde gelijkstelling het globale bedrag, alles inbegrepen, van het pensioen voor dienstancienniteit (vast gedeelte), hoger zijn dan de laatste activiteitswedde (vast gedeelte) welke de belanghebbende heeft genoten.".

.../...

Artikel 14.-

Artikel 58 van dezelfde samengeordende wetten, aangevuld met de wet van 26 mei 1948, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Voor de adjudanten eerste klasse en de eerste oppermeesters eerste klasse, wordt deze activiteitstijd gerekend vanaf de dag van hun benoeming tot adjudant of tot eerste-oppermeester;".

Artikel 15.-

In de kolom "Opmerkingen" van de bij dezelfde samengeordende wetten gevoegde tabel I, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 30 Juni 1947, worden de woorden "respectievelijk op 62.400 frank en op 52.800 frank", welke artikel 8, § 2, van de wet van 14 Juli 1951 impliciet heeft vervangen door de woorden "uniform op 83.250 frank", vervangen door de woorden "uniform op drie vierde van het maximum van de wedde van directeur-generaal van een ministerie".

Artikel 16.-

Artikel 8, § 3, derde lid, van de wet van 29 Juli 1926 houdende perekwatie van de rustpensioenen uitgekeerd door de Staatskas, van de pensioenen ten laste van de Voorzorgskas, enz..., wordt opgeheven.

Artikel 17.-

Artikel 23, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 10 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934 en bij het koninklijk nr 128 van 26 Februari 1935, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

3.a. Het militair ancienniteitspensioen, gecumuleerd met de wedde van een loopbaanbetrekking, wordt met drie achtste verminderd.

Cumulatie van het aldus verminderde pensioen met de wedde is slechts toegestaan tot het bedrag van het maximum van de wedde ingevoerd voor de graad die aan de belanghebbende is verleend, onder aftrek van de laatste twee organieke verhogingen; de eventuele vermindering wordt op het pensioen toegepast.

De cumulatie waarvan sprake in het tweede lid is echter geoorloofd tot het bedrag van het voor het pensioen in aanmerking komende maximum van de wedde in de graad van onderbureauchef, wanneer het militair pensioen wegens dienstancienniteit is toegestaan :

1° bij toepassing van artikel 2, 4° van de 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen, en op grond van verwondingen opgelopen of van lichaamsgebreken opgedaan of verergerd tijdens de periode van 1 Augustus 1914 tot 30 September 1919;

2° bij toepassing van artikel 3, C, van dezelfde samengeordende wetten en wegens verwondingen of lichaamsgebreken die tot een pensioen aanleiding hebben gegeven, ter uitvoering van de op 5 Oktober 1948 samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.

De toepassing van de in de eerste drie leden voorgeschreven regelen mag niet tot gevolg hebben dat de middelen van een belanghebbende lager zijn dan het volle bedrag van zijn militair pensioen, verhoogd met een bedrag gelijk aan 25 t.h. van de wedde van het nieuw ambt.

b. Bij zijn oppensioenstelling in zijn nieuw ambt kan de belanghebbende bekomen :

1° herstel van zijn militair pensioen;

2° bovendien een rustpensioen in verhouding tot de in burgerlijke ambten doorgebrachte tijd, op voorwaarde echter dat het totaal van de in de twee betrekkingen verrichte diensten de duur bereikt welke voor de toekenning van dit rustpensioen wordt gevorderd.

Het totaal van de twee pensioenen mag niet meer belopen dan het bedrag dat het ene of het andere zou hebben bereikt, indien voor de uitkering ervan met alle diensten rekening was gehouden; het mag niet lager zijn dan het bedrag dat het laatste pensioen zou hebben bereikt, indien voor de uitkering ervan met alle militaire diensten en tijdsbonificaties rekening was gehouden.

§ 3 bis. Voor de toepassing van de in de §§ 1 tot 3 bedoelde verminderingen worden de tijdelijk uitgeoefende ambten gelijkgesteld met de krachtens een vaste benoeming uitgeoefende ambten.

Genoemde verminderingen zijn toepasselijk ingeval een pensioen ten laste van de Staat gecumuleerd wordt:

1° met een wedde ter bezoldiging van diensten verricht :

a) in een provincie of in een gemeente;
b) in een vereniging van gemeenten;
c) in een openbare instelling;
d) in een inrichting van openbaar nut;
e) in een instelling die onder de contrôle of onder gehele of gedeeltelijke waarborg vanwege Staat, provincie of gemeente werkt;
f) in een onderwijsinrichting die op enige grond door de Staat gesubsidieerd wordt;

2° met een wedde ten laste van de Koloniale Schatkist of ter bezoldiging van koloniale diensten die voor de berekening van de moederlandse pensioenen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen aangerekend worden.

.../...

HOOFDSTUK III.

BEPALINGEN BETREFFENDE HET AANREKENEN VAN KOLONIALE DIENSTEN VOOR DE MOEDERLANDSE PENSIOENEN.

Artikel 18.-

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn toepasselijk op de pensioenen waarvan sprake in artikel 1, § 1, van de wet van 14 Juli 1951, gewijzigd bij artikel 1 van de tegenwoordige wet.

Artikel 19.-

De personen die gemachtigd zijn hun rechten op moederlandse rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist te doen gelden, mogen in rekening brengen :

1° de diensten verricht bij de Onafhankelijke Congostaat, bij de Kolonie, bij het Belgisch bestuur van het vroeger grondgebied van Duits-Oost-Afrika ;

2° de diensten verricht op het grondgebied van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi :

a) bij de wetenschappelijke instellingen, regieën, diensten of organismen opgericht bij de wet, door het Gouvernement der Kolonie of door het bestuur van Ruanda-Urundi ;

b) bij door koninklijk besluit bepaalde organismen die diensten van openbaar nut in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi exploiteren ;

c) bij het bijzonder comité van Katanga vóór 1 September 1910 ;

.../...

d) bij de Regie van de plantages ;

e) bij de geconcessioneerde exploitatie van de draadloze telefonie vóór dezer overname door de Kolonie ;

3° de duur van de officiële opdrachten vervuld in de tropische streken door de beambten wier diensten onder 1° en 2° worden vermeld ;

4° de tijd in Europa in dienst van de Kolonie doorgebracht ;

5° de duur van de verloven binnen de grens van een zesde van de onder 1°,2° en 3°vermelde werkelijke diensten.

Wanneer bij de Kolonie of bij het Belgisch bestuur van het vroeger grondgebied van Duits-Oost-Afrika diensten werden verricht in de loop van een moederlandse loopbaan, wordt de duur er van medegeteld van de dag waarop de belanghebbenden ter beschikking van de Minister van Koloniën zijn gesteld, tot de dag vóór die waarop zij werkelijk opnieuw ter beschikking van het moederlands bestuur zijn gesteld.

Artikel 20.-

§ 1. De in artikel 19, 1° tot 3°, genoemde diensten worden in de berekening van het pensioen dubbel geteld, indien zij in Afrika zijn verricht en indien zij geen aanleiding hebben gegeven tot de toekenning van een pensioen of van als pensioen geldende kapitaalsuitkeringen ten laste van de koloniale Schatkist.

.../...

Voor deze verdubbeling komen evenwel niet in aanmerking, de personen die het recht op het verkrijgen of het genot van een pensioen of een kapitaalsuitkering ten laste van de koloniale Schatkist verloren hebben om ee van de in de desbetreffende bepalingen aangegeven oorzaken van verval of uitsluiting.

Voor de toepassing van het eerste en het tweede lid worden met de pensioenen en kapitaalsuitkeringen ten laste van de koloniale Schatkist gelijkgesteld :

1° de pensioenen en kapitaalsuitkeringen ten laste van enig organisme, ingesteld hetzij bij decreet, hetzij onder het gezag of met de toestemming van de Minister van Koloniën, voor het toepassen van de bepalingen inzake verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom, vroegtijdige dood, ziekte en invaliditeit van de koloniale werknemers ;

2° de pensioenen en de als pensioen geldende kapitaalsuitkeringen ten laste van de in artikel 19, 2°, bedoelde organismen.

§ 2. De in § 1 bepaalde tijdsbonificaties worden slechts toegestaan binnen de grens gesteld in artikel 8, § 3, van de wet van 29 Juli 1926.

De tijdsbonificaties en de perioden waarop zij betrekking hebben, tellen bij de uitkering voor een zestigs van de gemiddelde wedde die als grondslag voor het pensioen heeft gediend.

.../...

§ 3. De in § 1 bepaalde verdubbeling wordt niet toegekend bij de vaststelling van een militair rustpensioen wegens dienstancienniteit indien de gepensioneerde een wedde ontvangt ter bezoldiging van de in artikel 19 bedoelde diensten.

Bij voorkomend geval wordt het pensioen aangepast overeenkomstig § 1, wanneer de belanghebbende ophoudt deze wedde te ontvangen.

Artikel 21.-

Wanneer de koloniale diensten verricht zijn in de loop van een moederlandse loopbaan, wordt het rustpensioe geregeld alsof de belanghebbenden gedurende hun koloniale loopbaan werkelijke dienst zouden hebben verricht bij het leger of bij het moederlands bestuur waartoe zij behoren en aldaar werkelijk de verleende activiteitswedden hadden genoten.

De in het eerste lid bedoelde personen kunnen hun deelneming bij het moederlands fonds van de overlevings-pensioenen voortzetten, op grond van dezelfde fictieve wedden. Indien zij hun stortingen bij dit fonds voortzetten, worden de overlevingspensioenen geregeld met inachtneming van de verlenging van de bijdrage alsmede van de wedden waarop deze bijdrage heeft gesteund.

.../...

Artikel 22.-

De lichaamsgebreken opgedaan gedurende de koloniale loopbaan of ter gelegenheid van de uitoefening van koloniale ambten, alsmede de verwondingen opgelopen en de ongevallen die zich hebben voorgedaan in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening van koloniale ambten, worden voor de toekenning van het moederlands rust- of overlevingspensioen ten laste van de Openbare Schatkist alsmede voor de uitkering van deze pensioenen gelijkgesteld met de lichaamsgebreken, verwondingen of ongevallen, die onder dezelfde voorwaarden werden opgelopen of zich hebben voorgedaan in dienst van het moederland.

Artikel 23.-

Vóór hun herziening overeenkomstig artikel 3, § 1, van de bij de tegenwoordige wet gewijzigde wet van 14 Juli 1951 worden de pensioenen, waarin koloniale diensten zijn medegerekend, aangepast met inachtneming van de bepalingen van dit hoofdstuk.

.../...

HOOFDSTUK IV.- OVERIGE NIEUWE BEPALINGEN.

Artikel 24.-

Het bepaalde in dit hoofdstuk is van toepassing op de pensioenen, bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 14 Juli 1951, welk artikel is gewijzigd bij artikel 1 van deze wet.

Artikel 25.-

§ 1. Onverminderd artikel 23 van de wet van 29 Juli 1926, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr 16 van 15 October 1934 en nr 128 van 26 Februari 1935 en bij de tegenwoordige wet, mag de cumulatie van de pensioenen van alle aard ten laste van de Staat niet hoger zijn dan het maximum van de wedde van directeur-generaal bij een ministerie.

§ 2. Het in § 1 gestelde maximum mag niet worden overschreden door de cumulatie van een pensioen ten laste van de Staat :

1° met een pensioen ten laste :

a) van een provincie of een gemeente;
b) van een vereniging van gemeenten;
c) van een openbare instelling;
d) van een inrichting van openbaar nut;
e) van een instelling die onder de contrôle of onder de gehele of gedeeltelijke waarborg vanwege Staat, provincie of gemeente werkt;
f) van een onderwijsinrichting die op enige grond door de Staat gesubsidieerd wordt.

.../...

2° met een pensioen ten laste van de koloniale Schatkist, of met een van de pensioenen en uitkeringen, bedoeld in artikel 20, § 1, derde lid, van de tegewoordige wet.

De pensioenen ten laste van de Staat worden verminderd in zover het gecumuleerd bedrag dat maximum overschrijdt.

§ 3. Voor de toepassing van het in de §§ 1 en 2 gestelde maximum komen niet in aanmerking :

1° de pensioenen wegens oorlogsinvaliditeit toegekend :

a) bij toepassing van titel II van de 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen;

b) bij toepassing van de 5 October 1948 samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen;

2° de pensioenen verbonden aan de militaire orden;

3° de renten wegens frontstrepen.

§ 4. Wanneer een pensioen op zichzelf het in de §§ 1 en 2 gestelde maximum overschrijdt, wordt het integraal behouden.

Artikel 26.-

Voor de toepassing van de wetsbepalingen inzake rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Schatkist, worden als regelmatig aangezien de bij de hieronder opgesomde organismen gedane benoemingen welke door de besluitwet van 5 Mei 1944 zijn nietig verklaard:

.../...

1° Commissariaat-generaal voor de provinciale en gemeentelijke financiën;

2° Rijkscommissariaat voor de grote agglomeraties;

3° Dienst der werkzaamheden van het gedemobiliseerd leger;

4° Directie Speciale Verzorging;

5° Administratieve jurisdicties ingesteld bij besluit van 15 Februari 1941;

6° Bestuur der contrôlediensten;

7° Inspectie- en contrôlediensten van de voedselvoorziening en van de rantsoenering;

8° Nationale Corporatie voor toerisme;

9° Commissariaat voor prijzen en lonen;

10° Commissariaat-generaal voor 's lands wederopbouw;

11° Diensten van de algemene gevolmachtigde voor arbeidsreglementering;

12° Commissie voor taaltoezicht;

13° Rijkswacht.

Artikel 27.-

§ 1. De nietigverklaring door de Raad van State van een benoeming heeft geen uitwerking met betrekking tot de vaststelling van de gemiddelde wedde die als grondslag voor de berekening van het pensioen dient, wanneer het arrest na de inruststelling van de belanghebbende is uitgesproken.

.../...

Indien het arrest is uitgesproken tijdens de periode die voor de vaststelling van de in het eerste lid bedoelde wedde in aanmerking komt, heeft de nietigverklaring met betrekking tot deze vaststelling slechts uitwerking van de eerste dag van de maand die volgt op de datum van het arrest.

§ 2. De op 31 December 1954 lopende pensioenen ten aanzien waarvan een arrest van de Raad van State tot nietigverklaring van een benoeming uitwerking heeft gehad of zal hebben, worden aangepast met inachtneming van § 1 van dit artikel, alvorens te worden herzien overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 14 Juli 1951, gewijzigd bij de tegenwoordige wet.

§ 3. De inhoudingen voor het overlevingspensioen van een personeelslid op wie § 1 of § 2 wordt toegepast, worden berekend op de wedde die op grond van deze bepalingen in aanmerking wordt genomen bij de vaststelling van de gemiddelde wedde die als grondslag voor de berekening van het pensioen dient.

Artikel 28.-

Alvorens, overeenkomstig artikel 3, § 1, van de wet van 14 Juli 1951, gewijzigd bij de tegenwoordige wet, te worden herzien, wordt :

.../...

1° het burgerlijk pensioen van een tot militaire ancienniteitspensioen gerechtigd persoon, bij voorkomend geval, aangepast met inachtneming van het minimum, bedoeld in artikel 23, § 3, b, tweede lid, van de wet van 29 Juli 1926, gewijzigd bij artikel 17 van de tegenwoordige wet ;

2° het militair ancienniteitspensioen van de tussen 1 Mei 1922 en 7 December 1932 op pensioen gestelde kapitein aangepast met inachtneming van artikel 28, derde lid, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, dat aldaar bij artikel 11 van de tegenwoordige wet wordt ingevoegd.

Artikel 29.-

Voor de rust- en overlevingspensioenen geldt het mobiliteitsstelsel, dat op de wedden van het personeel der ministeries van toepassing is.

.../...

HOOFDSTUK V.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 30.-

Het bepaalde in deze wet wordt toepasselijk verklaard op het ter beschikking gestelde personeel waarvan het wachtgeld gelijk is aan het bedrag van het pensioen.

Artikel 31.-

Wanneer de maandelijkse betalingen, waarop een gepensioneerde bij toepassing van deze wet aanspraak kan maken, lager zijn dan die welke hij bij de bekendmaking van deze wet geniet, blijft de belanghebbende deze laatste behouden.

Het eerste lid verhindert niet de toepassing van de bepalingen inzake cumulatie.

Artikel 32.-

Als overgangsmaatregel: wanneer de maandelijkse betalingen waarop een gepensioneerde bij toepassing van de hoofdstukken I en II van deze wet, de artikelen 17 en 32, 4°, buiten beschouwing gelaten, aanspraak kan maken, hoger zijn dan die welke hij onder de vroegere regeling geniet of zou genoten hebben, is het verschil tussen beide bedragen over het jaar 1955 aan de belanghebbende slechts tot een beloop van 80 t.h. verschuldigd.

Artikel 33.-

Opgeheven worden :

1° de wet van 12 Maart 1923 tot machtiging aan de personen die gerechtigd zijn hun aanspraak op pensioenen in het moederland te doen gelden, de tijd hunner in de Kolonie verleende diensten mede te rekenen, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 18 Mei 1929, bij artikel 5 van het koninklijk besluit H van 31 Mei 1933, hierna aangehaald, bij het koninklijk besluit van 14 Augustus 1933 en bij artikel 7 van de wet van 30 Juni 1947

2° het koninklijk besluit H van 31 Mei 1933 houdende vermindering van de pensioenen ten laste van de Staat;

3° artikel 2 van de wet van 27 December 1933, waarbij verschillende wijzigingen worden aangebracht aan de wetten op de pensioenen ten laste van 's Rijks Schatkist, op de pensioenen ten laste van de Voorzorgskassen en aan de wet van 25 April 1933 op het pensioen van het gemeentepersoneel;

4° artikel 11 van het koninklijk besluit nr 16 van 15 October 1934, waarbij wijzigingen worden gebracht aan de wetgeving op de pensioenen en aan het gewijzigd artikel 17 der wet van 29 October 1846 betreffende de inrichting van het Rekenhof;

5° de besluitwet van 29 October 1946 houdende verhoging van de rust-en overlevingspensioenen;

6° de wet van 4 Mei 1949 houdende verhoging van de rust- en overlevingspensioenen ten bezware van de Schatkist en van de Werkliedenkas van het Departement van Posterijen, Telegraphie en Telefonie.

Artikel 34.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1955.

De eerste van de maand volgend op de datum waarop het wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, treedt echter in werking artikel 23, § 3bis, tweede lid, van de wet van 29 Juli 1926, dat aldaar bij artikel 17 van de tegenwoordige wet wordt ingevoegd.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,
	J. COYETTE,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	G. VAN HECKE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.